

Unité départementale de Lille
44 rue de Tournai
CS 40259
59019 Lille

Lille, le 19/11/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/10/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

UNION TEXTILE DE TOURCOING INDUSTRIES

278 CHAUSSEE FERNAND FOREST
BP 90440
59200 Tourcoing

Références : 23102025_UTTI_TOURCOING
Code AIOT : 0007000822

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/10/2025 dans l'établissement UNION TEXTILE DE TOURCOING INDUSTRIES implanté 278 chaussée Fernand Forest BP 90440 59200 Tourcoing. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection est réalisée dans le cadre de l'action prioritaire pluriannuelle sur la thématique produits chimiques REACH incluant le contrôle de Fiches de Données de Sécurité (FDS).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- UNION TEXTILE DE TOURCOING INDUSTRIES

- 278 chaussée Fernand Forest BP 90440 59200 Tourcoing
- Code AIOT : 0007000822
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

UTTI est une société spécialisée dans la production de fils teints destinés aux textiles du vêtement et de la décoration. Cette société exploite un atelier de teinture sur fils.

Les activités de la société UTTI sont régulièrement autorisées par arrêté préfectoral du 20 janvier 2001 modifié par arrêté préfectoral complémentaire du 30 mai 2012.

L'établissement est soumis à autorisation au titre de la rubrique 2330 (Teinture, impression, apprêt enduction, blanchiment et délavage de matières textiles) de la nomenclature des installations classées pour une quantité maximale de fibres traitées de 14 t/jour.

Il est également visé par la directive IED pour ses activités relatives à la rubrique n°3620 : "Prétraitement (opérations de lavage, blanchiment, mercerisation) ou teinture de fibres textiles ou de textiles, avec une capacité de traitement supérieure à 10 tonnes par jour".

Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- REACH

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;

- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Prévention des risques et sécurité	Arrêté Préfectoral du 30/01/2001, article 15.2.6.	Demande d'action corrective	1 mois
2	Sécurité des produits chimiques	Autre du 31/12/1899, article Classification et étiquetage : art 4 à 6 et 17 de CLP - Conditions de stockage : sections 5.1 - 5.2 - 6 - 7.2 de la FDS - Utilisation : sections 1.2 - 7.1 de la FDS - Stabilité et réactivité : s	Demande d'action corrective	1 mois
3	Stockages d'acides et de soude	Arrêté Préfectoral du 30/01/2001, article 15.12.4.	Demande d'action corrective	9 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des non-conformités ont été relevées lors de l'inspection :

- absence d'unité dans l'état des stocks.
 - incohérences entre les FDS, l'étiquetage et le site de l'Echa pour les 2 produits contrôlés.
 - remédiation aux causes de signes de corrosion sur les cuves des 2 produits contrôlés.
- Des actions correctives ont été demandées par l'Inspection à l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Prévention des risques et sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/01/2001, article 15.2.6.
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks
Prescription contrôlée : L'Exploitant doit tenir à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux stockés, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition de l'Inspection des Installations Classées. La présence de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation.
Constats : L'exploitant a présenté à l'inspection son logiciel de gestion de son stock de produits chimiques. Celui-ci indique la nature et une quantité numérique des produits : il n'y a pas d'unité pour les quantités. Chaque produit est relié à sa fiche de données de sécurité. L'inspection a constaté la présence d'un plan des stockages. L'exploitant a indiqué que ce plan est disponible sur un drive. Lors de la visite des espaces de stockage, l'exploitant a indiqué la finalité des différents produits (teinture et traitement de l'eau). L'Inspection n'a pas constaté de stock en quantité importante par rapport aux utilisations décrites par l'exploitant.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant n'a pas indiqué la quantité de produits dangereux stockés conformément à l'article 15.2.6 de l'arrêté préfectoral du 30/01/2001. Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection l'état des stocks complété des unités à l'inspection.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Sécurité des produits chimiques

Référence réglementaire : Autre du 31/12/1899, article Classification et étiquetage : art 4 à 6 et 17 de CLP - Conditions de stockage : sections 5.1 - 5.2 - 6 - 7.2 de la FDS - Utilisation : sections 1.2 - 7.1

de la FDS - Stabilité et réactivité : s	
Thème(s) : Produits chimiques, Conformité par rapport à la FDS	
Prescription contrôlée : Il est contrôlé la conformité de l'étiquetage, des conditions de stockage, de l'utilisation des produits chimiques par rapport à la fiche de données de sécurité, au règlement européen « CLP » et à l'annexe XVII du règlement "REACH". Le constat de l'inspection est reporté sur la grille figurant en annexe.	
Constats : 2 produits chimiques ont été contrôlés par l'inspection : - l'acide formique à 72,5 % : fourni par Stockmeier France - le chlorite de soude à 25 % : fourni par Brenntag Les FDS ont fait l'objet d'une grille d'analyse disponible en pièce jointe. Cette grille compare les données des FDS avec les données sur site physique des installations et sur le site internet de l'Echa (European Chemical Agency - Agence Européenne des Produits Chimiques). Les écarts avec les constats sont les suivants :	
ACIDE FORMIQUE 72,5% TECH	Écarts
Étiquetage	- Les pictogrammes de la FDS et du site de l'Echa sont différents : pictogrammes inflammables et toxicité aiguë en plus sur l'Echa et pictogramme corrosif absent sur le site de l'Echa. - Les mentions de danger H290 et H331 sont sur le site de l'Echa mais n'apparaissent ni sur le site ni sur l'étiquette sur site. Cela peut être dû à la concentration du produit.
Classification	En plus des 2 mentions de danger mentionnées ci-dessus, H226 n'apparaît pas sur la FDS.
Utilisation	Douche de sécurité présente mais inaccessible

CHLORITE DE SOUDE SOLUTION 25% EP NF EN 938 TYPE I	Écarts
Étiquetage	<ul style="list-style-type: none"> - Les pictogrammes de la fiche FDS et de l'étiquette ne sont pas les mêmes que ceux du site de l'Echa : pictogrammes toxicité aiguë et comburant manquants et pictogramme nocif en plus sur la FDS et sur l'étiquette. - Les mentions de danger H271 H301 H310 et H314 sont sur le site de l'Echa mais n'apparaissent ni sur le site ni sur l'étiquette sur site. Cela peut être dû à la concentration du produit. - L'étiquette sur site est en partie masquée par l'affiche des pictogrammes.
Classification	H318 est sur la fiche FDS mais pas sur le site de l'Echa.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

- Pour les 2 produits, il a été constaté des différences sur les mentions de danger et sur les pictogrammes.

Il est demandé à l'exploitant de **mettre à jour la fiche de données de sécurité auprès de ses fournisseurs et de modifier l'étiquetage si nécessaire.**

- Pour le chlorite de sodium, l'étiquetage des mentions de danger est en partie masquée.

Il est demandé à l'exploitant de **rendre visible l'étiquetage du chlorite de soude.**

- Il est demandé à l'exploitant de **rendre accessible la douche de sécurité dans la station de traitement de l'eau.**

L'exploitant transmettra à l'Inspection les justificatifs suivants :

- Dernière version des FDS de l'ACIDE FORMIQUE 72,5% (Stockmeier) TECH et FDS du

<p>CHLORITE DE SOUDE SOLUTION 25% EP NF EN 938TYPE I (Brenntag).</p> <ul style="list-style-type: none"> • Photos de l'étiquetage sur site des contenants de l'acide formique 72,5 % utilisé pour le traitement de l'eau et du chlorite de soude 25% utilisé dans la partie production textile. • Photos de la douche.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Stockages d'acides et de soude

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/01/2001, article 15.12.4.
Thème(s) : Risques accidentels, Vérifications
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>On devra procéder périodiquement à l'examen extérieur des parois latérales, et éventuellement, du fond des réservoirs. Ces examens seront effectués chaque année sans que l'intervalle séparant deux inspections puisse excéder douze mois.</p> <p>Si aucune objection technique ne s'y oppose, on procédera également à l'examen intérieur de l'état du réservoir (endoscope, descente d'ouvriers), sans qu'il soit nécessaire de vider préalablement le réservoir. Les précautions utiles (ventilation, contrôle de l'absence de gaz toxiques, équipement du personnel qualifié pour ces contrôles, vêtements spéciaux, masques efficaces) seront prises pour éviter tout accident pendant ces vérifications.</p> <p>Si ces examens révèlent un suintement, une fissuration ou une corrosion d'aspect anormal, on devra procéder à la vidange complète du réservoir, après avoir pris les précautions nécessaires afin d'en déceler les causes et y remédier.</p> <p>On devra de même vérifier le bon état des charpentes métalliques supportant les réservoirs et s'assurer qu'aucune corrosion grave provenant de fuites du liquide stocké ne s'est produite.</p> <p>La date des vérifications effectuées et leurs résultats seront consignés sur un registre spécial.</p>
<p>Constats :</p> <p>Vu le registre de consignation des examens des cuves de stockage d'acides et de soutes de l'année 2025. Les examens ont été réalisés en janvier et août. Ceux-ci indiquent un examen des parois latérales et l'absence de fuite.</p> <p>L'exploitant indique que techniquement toutes les cuves ne peuvent pas faire l'objet d'un examen intérieur. Des équipements de protection individuelle sont disponibles auprès des casiers du personnel. L'Inspection a constaté que les locaux d'emplacement des cuves sont ventilés naturellement.</p>

<p>Lors de la visite des locaux, l'inspection a constaté la présence de quelques légers signes de corrosion sur la cuve de 4 m³ d'acide formique et sur la cuve de chlorite de sodium.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit déceler les causes et remédier aux signes de corrosion sur la cuve d'acide formique et sur la cuve de chlorite de sodium conformément à l'article 15.12.4 de l'arrêté préfectoral du 30/01/2001.</p> <p>L'exploitant transmettra à l'inspection un extrait du registre accompagné de photos justificatives dans un délai de 15 jours après le prochain examen des cuves d'acide formique et de chlorite de sodium.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 9 mois</p>